



Jeunesses
Communistes
Marxistes-Léninistes
(Rhône)
www.jcml69.com



Voie Prolétarienne
www.vp-partisan.org

SUR LE SYNDICALISME



**Positions politiques et éléments de
réflexion pour le syndicalisme de
classe !**

En période de crise, encore plus que d'habitude, les capitalistes et leurs gouvernements attaquent de façon violente la classe ouvrière et les salariés. Devant les conséquences économiques et sociales (chômages, fermetures de boîtes, licenciements massifs, baisse des salaires, conditions de travail et de vie dégradées...) nous sommes nombreux à nous demander jusqu'à quand cela va-t-il durer.

Et cette crise nous n'en sommes qu'au début :

Si la crise financière semble être à l'origine de la crise elle n'en n'est qu'un symptôme.

La richesse réelle est donnée par le travail des hommes. C'est dans la difficulté du capital à se valoriser dans la production de marchandises que réside la crise financière.

L'imbrication entre le capitalisme industriel et les financiers forme le capital financier (40% des entreprises française du CAC 40 sont financés par des fonds de pension américain). Les finances et l'industrie « réelle » ne sont pas séparées mais étroitement liées. Le crédit n'est qu'une anticipation de production (immobilière ou machines). Le volume annuel des transactions financières est donc bien plus important que celui des échanges commerciaux sur les biens et les services (environ plus de 10 fois). Ce n'est pas le développement de la spéculation qui freine l'investissement mais le contraire. C'est parce que les occasions d'investir les profits dans des activités rentables du fait de la baisse du taux de profit sont limités que la spéculation se développe. L'argent parait produire de l'argent hors de tout cycle productif alors que la crise financière est l'ajustement brutal de la masse monétaire énorme et la masse réelle des richesses qui sera créée.

La crise actuelle est une crise du système capitaliste dans sa globalité et pour en sortir vraiment il faut sortir de ce mode de fonctionnement capitaliste de l'économie, sinon le système se réadaptera pour un moment pour recréer des crises dans quelques temps qui ne se résoudre que par des destructions massives de machines, de capitaux et des guerres partielles ou générales.

Cette situation engendrée par la crise a pour conséquence une misère de plus en plus accrue pour tous les ouvriers de France et du monde. Nous en voyons déjà de multiples formes et cela ne va que continuer et même s'accroître avec son cortège de licenciements, de baisses des salaires, de personnes sans logements, de personnes qui fuient leur pays et viennent agrandir la masse des prolétaires dans nos pays et de nombreuses autres manifestations de dégradations de conditions de vie pour tous les exploités .

Des résistances, des réactions saines de la part des travailleurs devant cela surgissent partout en France, et ailleurs. L'actualité a été marquée notamment par une résurgence de formes radicales d'actions, comme la séquestration de dirigeants d'entreprises qui licencient, ou bien le saccage de lieu de pouvoirs (comme la bourse, par les travailleurs de l'automobile, ou la sous-préfecture de Compiègne par les salariés de Continental, etc.)

Nous saluons ce courage et cette détermination à lutter contre les patrons, car la lutte de classe est la seule voie pour défendre ses intérêts de classe.

Dans la lutte contre les patrons, les travailleurs ont, à travers l'histoire forgée des outils : les syndicats. C'est la volonté de lutter collectivement contre les patrons en s'unissant sur la base de ses intérêts, pour être plus forts, et contrecarrer le pouvoir surpuissant des capitalistes.

Le syndicalisme a donc une utilité indéniable pour le prolétariat, c'est son outil de défense de base.

Mais le syndicalisme a une double nature :

- inlassablement le syndicaliste de classe mène un travail pour unir les travailleurs sur leur intérêt de classe, dépassant toute les divisions qui peuvent exister sur place et**

dont jouent les patrons pour mieux régner. Le syndicalisme a donc une fonction unifiante : c'est se rassembler pour lutter ensemble car l'intérêt de classe prime.

- Mais dans cette lutte ouvriers/patrons le syndicalisme ne peut s'écarter des limites de la société actuelle. Par là même, le syndicat se limite à cette lutte et au niveau de conscience général de ses membres. Lutter contre l'exploitation ne suffit pas en soi à poser la question du pouvoir, et encore moins à y répondre.

L'Etat bourgeois, au service des capitalistes, intègre les syndicats par de nombreux liens : par les négociations, par le financement public, par des places dans des organismes de gestion et des structures liées à l'Etat, par les conseils d'administrations, par des comités d'entreprises, etc. Ces liens servent à l'Etat et aux capitalistes à contrôler, à garder une main sur le syndicat. De cette façon, dans tout syndicat, existe une tendance à passer d'un outil prolétarien à un outil bourgeois s'intégrant à l'appareil d'Etat.

De l'incompréhension de cette double nature découlent deux déviations : la déviation « ultragauche » qui ne voit que la deuxième nature ; et la déviation économiste (réformiste ou anarcho-syndicaliste) qui elle ne voit que la première. En tant que communistes, nous pensons qu'il faut favoriser la première et lutter contre la seconde et que cela ne peut se faire que politiquement, grâce à une organisation politique séparée du syndicat. Le but de cette brochure est d'en donner quelques arguments et pistes de réflexion, pour nourrir le débat des syndicalistes de classe, particulièrement à l'occasion du congrès de la CGT.

Pour nous marxistes-léninistes, il est crucial qu'il existe des organisations syndicales des travailleurs. On nous dira, « tout va bien alors, en France il y en a ! ». Oui, il existe en France un nombre important d'organisations syndicales, la CGT étant la première d'entre elles. Seulement, celles-ci ne servent pas les intérêts d'ensemble du prolétariat. La question du syndicalisme de classe est donc posée.

A l'occasion du 49^{ème} congrès de la CGT, voyons quelles sont les orientations du principal syndicat en France.

LA CGT AU 49^{EME} CONGRES.



La logique générale du texte d'orientation du 49^{ème} Congrès de la CGT est d'être clairement une définition d'un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme et non un syndicalisme de lutte de classe. Nous pouvons l'analyser à travers les points suivants :

- **La sécurité sociale professionnelle** : le monde du travail se transforme « c'est une évolution normale et inéluctable ». Il faut donc faire de bons choix de société vers « un développement humain durable » et ne pas accepter la réponse de la rentabilité financière. Ainsi le texte de préparation du 49^{ème} Congrès estime qu'il est inutile de dénoncer le système capitaliste qui a des règles objectives d'exploitation, de concurrence, de parts de marché, de guerre économique. Le nouveau statut du travail salarié et donc la sécurité sociale professionnelle sont, pour la CGT, les meilleurs moyens pour s'adapter au système et pour protéger un minimum les salariés. Et cela s'obtient par des négociations avec les capitalistes. Nous pouvons observer depuis déjà des années quelles belles négociations les capitalistes acceptent, les milliers de licenciements, les fermetures d'entreprises, les baisses de salaires, la dure réalité des ouvriers montrent clairement la trahison de l'orientation du texte du congrès.
- Le travail décent et le développement humain durable deviennent une position officielle de la centrale syndicale. Voilà deux concepts flous, que l'on soit patron ou ouvrier on a sa propre définition de ce qu'est le « travail décent » et le « développement humain durable ». Rappelons que les décès au travail s'élève à 537 avec une augmentation de 13%, les accidents du travail sont passés de 13658 en 1996 à 52979 en 2005 et plus de 400 suicides ces dernières années (sources officielles) tous les chiffres montrent comment la course au profit sème toujours la maladie et la mort. Où est l'intérêt de l'ouvrier ? Est-il possible d'obtenir un travail décent pour tous quand l'intérêt du capitaliste est de se remplir toujours plus les poches et que, partant de ce but, les conditions de travail, les salaires et tout autre « coût » sont des variables qu'ils veulent toujours voir à la baisse ?

- L'analyse de la crise escamote le principe de concurrence et de guerre économique entre les capitalistes passant allègrement sous silence l'exploitation de l'homme par l'homme et le profit tiré du travail des ouvriers. La crise serait le résultat d'une mauvaise gestion.
- Même sur la question des services publics, pourtant d'ordinaire chère aux « réformistes sincères », le texte est bien silencieux : on ne parle que peu des privatisations de la Poste, de l'ANPE, de la SNCF et de l'énergie et on reste très léger sur les propositions au regard des attaques de grandes envergures du gouvernement.
- Beaucoup de formules creuses et de renvoi à la responsabilité de la « mondialisation » comme une fatalité sur laquelle on ne peut pas grand-chose, d'où l'obligation d'accompagner ces changements. Ce qui revient à soutenir de fait les monopoles impérialistes français, au détriment des peuples des autres nations, notamment celles opprimées par la France.
- On parle un peu des travailleurs sans papiers, sans faire de propositions sérieuses, face aux luttes actuelles des travailleurs sans papiers d'une ampleur considérable !

Les modalités d'action proposées par la confédération sont donc une conséquence de ces orientations et de ces analyses et non des erreurs !!

Les actions sont pour peser dans les négociations pour aller dans le bon sens de cet accompagnement aux changements économiques considérés comme inéluctables, ce qui est abordé dans la première partie du texte ;

- Maintien les tactiques de journée d'action, en début d'année la mobilisation était grandissante et elle pouvait entraîner la masse des ouvriers et salariés vers un mouvement plus général sur les revendications de refus des licenciements et d'arrêter les attaques d'envergures du gouvernement et des capitalistes. Face à des tels mouvements la tactique de la CGT a été de faire des journées espacées de trois mois, elle a montré sa volonté de ne pas élargir le mouvement. Ces journées ne sont qu'une soupape pour lâcher la pression d'un côté et « négocier » avec le gouvernement. Mais négocier sur quoi avec quel contrôle des ouvriers sur leur propre lutte et leurs propres revendications, et sur la manière de mener leur lutte. On lutte sur NOS revendications et sur la défense de NOS besoins.
- L'essentiel de l'activité syndicale se fait dans les négociations à tous les échelons, qu'il faut allier aux conquêtes électorales et démarches de rassemblement
- Soutien à la loi du gouvernement sur la représentativité des syndicats. Celle-ci est une bonne chose pour la CGT, bien sur, puisque cette loi donne la représentativité plus grande à ce syndicat, plus de table de négociations, et donne une place plus importante à la CGT dans tous les actes des choix de droit du travail fait par le gouvernement On se laisse acheter pour pas grand-chose.

Les positions sont claires elles tentent d'isoler les plus combatifs et, en, faisant appel à la défense de l'appareil syndical, donne l'illusion que le syndicat aura plus de force. Au passage ils ont en éliminé l'analyse que la seule force des syndicats est le rapport de force données par les luttes des ouvriers et des salariés sur la défense intransigeante des intérêts de classe et non quelques discussions derrière des bureaux de négociations.

Cette partie du texte est sans ambiguïté sur les choix de modalités d'actions que va continuer la CGT face aux attaques sans précédant du gouvernement et des capitalistes.

Tous les salariés pourtant aujourd'hui sont conscients que ces modes d'actions nous mènent droit dans le mur, **il ne reste qu'à faire le lien entre ces actions et la ligne de fond**

présentée dans le texte et nous verrons que ce ne sont pas des gens qui font une erreur mais des ennemis qui ne défendent pas nos intérêts, qu'ils les sacrifient sur l'autel de leurs propres intérêts et ceux des capitalistes. Ce lien entre la ligne réformiste d'accompagnement des évolutions de la production capitaliste et leur propositions d'action est indispensable si nous voulons avancer et avoir les bases réelles et sérieuses pour reconstruire un syndicalisme de lutte de classe et de masse qui soit opérationnel et capable de mettre en échec ou ralentir le rouleau compresseur que sont les attaques des capitalistes et son gouvernement.

C'est ce que tente de faire les différents collectifs, regroupement de sections syndicales ou autres rencontres qui ont lieu à travers tout le pays. Nous saluons ces démarches comme positives et fortes de promesses pour l'avenir.

Mais les orientations ne nous étonnent pas tant que ça. Nous voulons dissiper ici l'idée que l'orientation actuelle de la CGT serait due à un défaut de direction, à une méconnaissance, les dirigeants syndicaux connaissent les enjeux, ils savent très bien ce qu'ils font. De même, il ne s'agit pas seulement de changer la direction des syndicats mais de combattre pied à pied le terrain social sur lequel le réformisme se développe.

Dès la deuxième partie du XIX siècle, Karl Marx parlait d'une « aristocratie ouvrière ». Cette notion a été abondamment reprise par Lénine pour caractériser une couche issue du prolétariat mais qui ne fait qu'en sortir de plus en plus, se rapproche de la bourgeoisie par son mode de vie et ses idées. Cela est possible car, avec le développement de l'impérialisme et la surexploitation dans les pays qu'elle domine, la bourgeoisie française peut soudoyer une partie du prolétariat en lui reversant les miettes des surprofits. Et c'est à la tête des syndicats, notamment que l'on retrouve cette aristocratie ouvrière, qui sont détachés de la production (en d'autres termes ne travaillent plus), se cooptent entre eux, développent des intérêts propres en contradiction avec ceux de leur classe d'origine. A cela s'ajoute les liens indéfectibles entre les syndicats et l'Etat bourgeois : par le financement public, par les CE, par les institutions « sociales » liées à l'Etat, par les conseils d'administrations, pour ne rester que dans ce qui est légal, l'Etat crée un contrôle sur le syndicat. D'adversaire il devient partenaire social.

Voilà pourquoi ces orientations ne nous étonnent pas. Pour rompre ces orientations, pour se doter de structures qui servent les intérêts du prolétariat et pas de l'aristocratie ouvrière et, partant de là de la bourgeoisie, il faut ne pas dépendre de l'Etat, de la bourgeoisie, veiller à l'indépendance de classe de nos structures.

Il faut le dire : la dérive générale vers la droite de la CGT date donc de longtemps, elle n'est en rien nouvelle. Elle a accompagné la dérive des organisations politiques ouvrières qui ont sombré dans le réformisme (par exemple le PCF). Ce qui est remarquable c'est l'accélération dans cette voie ces dernières années.

Ces orientations servent les intérêts de l'aristocratie ouvrière et non pas de la classe ouvrière ni même des autres classes exploitées.

Cependant nous devons aller au fond des analyses et de l'organisation de nos forces et nous ne pourrons le faire que si nous élargissons notre travail syndical à une analyse en profondeur du capitalisme et des formes prises aujourd'hui. Nous tentons de le faire en s'appuyant sur le marxisme léninisme et en élargissant notre horizon à un réel changement de société.

REMETTRE EN CAUSE LE CAPITALISME

Durant ces dernières années, on peut dire que les revendications, du moins celles qui sont portées par les centrales syndicales, sont pour le moins inoffensives pour le patronat, parfois en recul par rapport à ce que réclament spontanément la masse des grévistes.

La négociation à tout-va, les sirènes du dialogue social, toute la préparation en amont des réformes et des mauvais coups, fait que même dans le feu de l'action, ces plans ne peuvent être critiqués dans leur ensemble. Ainsi, à la SNCF, la réforme du régime de retraite a été négociée par les syndicats et la revendication qu'ils mettaient en avant dans la grève était : pour une autre réforme, retour aux négociations.

Aux TCL, dernièrement, la revendication portait sur la nomination d'un médiateur pour reprendre des négociations, négociations portant sur des remises en cause générales des conditions de travail et de la convention d'entreprise. Les directions syndicales veulent savoir à quelle sauce le prolétariat va être mangé mais ne remettent pas cela en cause. Alors que la crise économique fait rage, la CGT discute d'un hypothétique « développement humain durable » qui n'apparaît que comme un leurre dans le capitalisme. Les revendications et les mots d'ordres portés par les directions syndicales ne sont pas à la hauteur des enjeux, ne représentent pas l'aspiration des masses au combat mais les pleurnicheries hypocrites de la social-démocratie.

D'un point de vue syndical, cette dérive est la conséquence du fait que les directions syndicales ne remettent plus en cause le patronat et le capitalisme dans son ensemble, en tant que système d'exploitation et d'oppression du prolétariat. Cela car ils ont capitulé devant les capitalistes et servent désormais de faire valoir de leurs intérêts dans le mouvement ouvrier.



En 2009, Chérèque (CFDT) a dit qu'il combattrait de toutes ses forces l'idée d'une grève générale. La CGT est allé dans le même sens en disant qu'il n'y aurait pas de grève générale – lui donnant dans une déclaration la définition de « grand soir »¹. Non contentes de ne pas lutter de façon conséquente contre le patronat et le capitalisme, les directions syndicales s'effraient même de la possibilité d'une grève générale !

Si le syndicat ne remet plus en cause le capitalisme et ne se donne plus pour objectif son renversement, il est tout naturel qu'il en vienne à accompagner le capitalisme. De syndicalisme ouvrier, il devient l'outil d'accompagnement des réformes du gouvernement, des exigences des patrons. D'outil de résistance, il devient outil de collaboration de classe.

- SORTIR DU POINT DE VUE ECONOMISTE

D'aucuns dressent aujourd'hui une muraille de Chine entre le syndicalisme et la politique. A l'origine de cette coupure, il y a l'anarcho-syndicalisme. C'est un des courants importants de la création de la CGT en 1895.

L'anarcho-syndicalisme est une théorie selon laquelle le syndicat révolutionnaire est l'outil le mieux approprié pour renverser le capitalisme et changer la société, et cela au moyen de la grève générale.

On en retrouve les principes dans la Charte d'Amiens issue du Congrès de la CGT en 1906.²

L'ennui de cette théorie c'est qu'elle nie complètement la nécessité d'un parti politique du prolétariat et limite la révolution à la grève générale. Nous savons qu'aucune grève générale n'a jamais suffi et ne suffira jamais à provoquer un quelconque changement de société et

encore moins à abattre le capitalisme. Prenons l'exemple de la plus grande grève générale en France, celle de mai 1968, qui bien qu'elle ait mis en mouvement des millions de travailleurs n'a abouti à renverser le capitalisme et encore moins à permettre l'ébauche de la construction d'une nouvelle société.

De fait, l'anarcho-syndicalisme ne représente aujourd'hui plus du tout la force qu'il a pu avoir dans les premières années de la CGT. Aujourd'hui les anarcho-syndicalistes (CNT, militants de diverses organisations...) apparaissent comme nettement plus radicaux par rapport au niveau moyen des syndicalistes. L'anarcho-syndicalisme, ou des tendances à l'anarcho-syndicalisme apparaissent spontanément ça et là dans les mouvements de lutte. Par exemple quand l'idée de grève générale est émise et reprise mais sans autre perspective, ou quand lors d'un mouvement étudiant on lance des appels à l'unité avec les travailleurs mais en négligeant le travail politique et structurel en amont pour permettre cette unité. Le côté spontanéiste de nos luttes est un vieux reste de cette idée que la grève suffit à changer les choses et qu'il n'y a pas besoin de parti pour s'organiser.

Mais aujourd'hui, le danger principal ne vient pas des anarcho-syndicalistes, qui passent largement pour radicaux : le danger principal c'est les éléments de droite.

La séparation entre le syndicalisme et le politique, érigée en dogme, est encore utilisée cette fois par les réformistes, les éléments de droite dans les syndicats. Non parce qu'ils pensent que le syndicat est le meilleur outil pour faire la révolution, car de révolution ils ne veulent naturellement pas entendre parler, les Thibault, les Le Digou et toute la clique qui va avec s'obstinent à parler d'indépendance du syndicalisme pour la raison suivante : ils ne veulent pas sortir de la ligne réformiste. **Ils ne veulent pas remettre en cause le capitalisme, son Etat, ses gouvernements, ses institutions.** Ils ne veulent pas que des centaines de milliers de travailleurs syndiqués, ainsi que toute la masse des travailleurs non-syndiqués en viennent sur ce terrain là. Ils veulent en rester au corporatisme.

Ils ne veulent pas que le syndicalisme soit dirigé, mis en mouvement dans un but précis : servir à renverser la classe dominante : la bourgeoisie.

Souvenons-nous de la colère de Bernard Thibault lorsque les instances de la CGT décidèrent de prendre position contre la Constitution européenne en 2005. Durant les mois suivants, son activité aura été de freiner au maximum cette décision, d'en réduire la portée, afin d'atténuer la campagne des syndicalistes CGT. Cela car la direction de la CGT, membre de la Confédération européenne des syndicats (structure pro Union européenne) ne voulait pas porter atteinte à l'Union Européenne, structure réactionnaire, anti-populaire, carrefour des impérialismes, avec laquelle elle collabore.

De fait, en refusant d'admettre le caractère politique du syndicalisme, les dirigeants syndicaux ne l'effacent pas : ce caractère existe toujours, qu'ils le veuillent ou non, sauf qu'il sert les intérêts de la bourgeoisie au lieu de servir ceux du prolétariat. *

Nous devons donc lutter contre la séparation du politique et du syndical. **Et plus largement il nous faut sortir du point de vue économiste qui consiste à tout axer sur la lutte syndicale, économique et à négliger les tâches politiques du prolétariat.**

Nous les marxistes-léninistes sommes des militants : nous militons dans nos lieux de travail dans nos lieux de vie pour changer les choses, pour augmenter les forces du prolétariat, pour lutter contre l'exploitation, contre les patrons : nous faisons ainsi du syndicalisme. La lutte économique contre les patrons est indispensable, c'est une première forme de résistance des ouvriers à l'exploitation et en partie elle freine les attaques des capitalistes.

Nous participons aux luttes et oeuvrons à leur réussite. Mais, dans notre société capitaliste, aucun acquis social n'est durable. Qu'une baisse de salaire prévue soit sortie par les travailleurs par la porte de l'usine, alors elle reviendra par la fenêtre. Le patronat nous reprend constamment par la main droite ce qu'il nous lâche de la main gauche.

Tous les acquis des luttes (les acquis de la sécurité sociale, la baisse du temps de travail, les retraites, les hausses de salaires, etc) sont constamment remis en cause. Il est nécessaire de trouver les causes de cela.

La cause principale de cela se trouve dans ce qui fait qu'un capitaliste est un capitaliste : la propriété privée des moyens de production. La propriété des moyens de production donne tout pouvoir à leur propriétaire. Dans une entreprise, ce ne sont pas les prolétaires qui possèdent les machines. Elles et eux ne possèdent que leur force de travail. Ce sont les capitalistes qui jouissent de la propriété des moyens de production. Leur intérêt est de faire du profit, or les acquis des luttes des travailleurs freinent la progression des profits. Capitalistes et prolétaires se trouvent ainsi dans une situation d'intérêts antagoniques où les capitalistes ont un intérêt à remettre en cause tous les acquis des travailleurs afin de permettre une extension de l'exploitation.

Par ailleurs, les groupes capitalistes sont en concurrence entre eux et, partant de là, pour garder ses parts de marché et continuer à engendrer des profits (ce qui est le but de tout capitaliste), il n'est d'acquis qui ne soit pas sacrificable. Tout ce qui peut contribuer à freiner la progression des profits, le rendement du capital doit être constamment combattu.

Enfin, dans l'anarchie de la production capitaliste, l'économie n'est pas planifiée pour répondre aux besoins de la société (comme ce serait le cas dans un pays socialiste) mais chaque capitaliste établit son plan d'influence, de vente, de production pour répondre à ses besoins de faire du profit. L'Etat est là pour servir les intérêts généraux de la bourgeoisie, pour maintenir un cadre qui permette à l'économie capitaliste de fonctionner tant bien que mal. Dans cette situation, inhérente au capitalisme, les acquis sociaux du prolétariat, même s'ils peuvent parfois être accordés comme un compromis nécessaire à la cohésion sociale, sont autant d'obstacles à faire sauter pour les capitalistes.

Les capitalistes ne peuvent que lutter pour reprendre ce qu'ils ont été contraints de lâcher à un moment donné. Dans le cadre du capitalisme, la lutte seulement économique est sans issue.

C'est pour cela que nous disons que **sans perspectives révolutionnaires, sans que le syndicalisme soit inclus dans cette perspective et serve cette perspective de révolution, de prise du pouvoir par le prolétariat et de construction du socialisme, le syndicalisme perd toute son utilité et ne devient que créateur d'illusions et amène à la collaboration de classe.**

- LE PROLETARIAT DOIT REGAGNER SON INDEPENDANCE POLITIQUE

Les travailleurs ne pourront regagner une perspective révolutionnaire, ni même faire cesser le déluge de défaites des mouvements sociaux, sans se détourner des agents de la collaboration de classe. Sans purger les

Faut-il défendre les services publics ?

Une manifestation importante du réformisme syndical est celle de la priorité aux services publics comme modèle d'entreprise.

Pour nous le service public ne règle en rien la question de la propriété privée. Ce sont les rapports de production capitalistes qu'il faut dénoncer pas seulement ceux qui relèvent de l'économie privée. Pourquoi aucune critique n'est émise par les directions syndicales sur le rôle des monopoles « publics » à la fois dans leur exploitation à l'étranger comme en France et comme un pilier nécessaire de l'économie capitaliste ?

Si nous nous défendons des privatisations c'est du point de vue prolétarien des conditions de travail, des salaires, de la lutte contre l'exploitation, toutes conditions qui s'aggravent en général lors des privatisations (qui révèlent aussi un rapport de force à la défaveur des travailleurs). Mais nous devons rejeter les illusions réformistes sur la bonne gestion sociale de l'Etat qui n'est qu'au service de la bourgeoisie.

A l'objectif réformiste de nationaliser dans des services dits publics, nous opposons l'objectif révolutionnaire de collectivisation des moyens de production. Tel est l'intérêt général du prolétariat.

Public ou privé, défendons l'intérêt général du prolétariat.

organisations soi-disant là pour nous défendre mais qui en réalité nous subordonnent à la bourgeoisie, sans en fin de compte que le prolétariat regagne son indépendance politique.

Pour cela, il faut que le prolétariat regagne et affermisse sa conscience de classe et tire la leçon de son expérience de l'exploitation et du capitalisme, à savoir son antagonisme de classe avec la bourgeoisie. L'indépendance politique du prolétariat signifie qu'en toute chose, l'ouvrier soit capable de déterminer où est son intérêt de classe et limiter au maximum l'influence que la bourgeoisie a sur sa classe.

Dans la crise de nombreux salariés se disent « jusqu'à quand cela va-t-il durer ? » « Qu'attendent les syndicats pour réagir ? ». La réponse nous la connaissons : tant que les ouvriers et les employés suivront les directions syndicales réformistes ou les laisseront faire sans eux-mêmes s'organiser indépendamment ils devront continuer à se poser impuissamment ces questions.

Le prolétariat doit regagner son indépendance de classe et s'organiser en toute indépendance de la bourgeoisie.

- A QUOI LES COLLECTIFS DE CLASSE DE TRAVAILLEURS CORRESPONDENT-ILS ?

Les collectifs de lutte qui sont apparus depuis quelques années et plus particulièrement depuis quelques mois et qui rassemblent généralement des syndiqués en rupture avec leur direction syndicale, correspondent à un renouveau dans le combat de classe. C'est de façon très embryonnaire, mais c'est important quand même, le signe que des travailleurs veulent sortir de la passivité et de la voie de collaboration dans laquelle leurs chefs syndicaux les ont fourvoyé. Dans la CGT, la présentation, pour la première fois, d'un opposant à la ligne de Thibault à l'occasion du 49^{ème} Congrès en est un symbole, même si il n'y a aucune chance qu'il soit élu secrétaire général.

Les collectifs de lutte de classe correspondent de façon embryonnaire à la constitution de nouvelles structures qui permettent de militer sur une base de classe, de se réapproprié le terrain syndical.

Ces collectifs doivent maintenant gagner en structuration en devenant plus nationaux, sortant du localisme ; en cohérence, en se dotant d'une ligne commune de syndicalisme de classe.

Ils doivent aussi sur le terrain avoir une pratique plus poussée, plus soutenue dans les entreprises et ne pas en rester, comme c'est le cas parfois, à des déclarations.

Ils doivent se lier aussi aux mouvement étudiants et lycéens afin de renforcer le point de vue prolétarien à l'intérieur de ces mouvement et de renforcer le travail à l'unité des luttes. Enfin, ils doivent de plus en plus, comme c'est le cas à Lyon avec le Collectif Tous Ensemble, organiser des travailleurs qu'ils soient ou non syndiqués.

Constituer ces collectifs les plus massifs possible et dans le plus d'endroits, travailler à leur unité et leur centralisation, y mener la lutte de ligne afin que l'opportunisme y soit écarté, voilà les tâches syndicales principales des communistes pour la période actuelle.

Construire quelle société ?

Oui nous affirmons que nous ne pourrons arrêter les capitalistes que si nous détruisons leur système et que nous le changeons pour un autre que nous définissons comme socialiste. Un système, dirigé par les prolétaires, qui défendra les intérêts de la majorité des ouvriers et des peuples sans injustice, avec la disparition de la misère, sans chômage, grâce à la planification de l'économie, où chacun aura la possibilité de vivre dans de bonnes conditions de logement, (grâce à la disparition de la grande propriété immobilière) où tout le monde pourra se faire soigner et faire soigner sa famille, où ils n'y aura plus de sans papier puisque nous serons du pays où nous travaillons, les différences d'origine n'entreront plus en compte dans les droits économiques et politiques. Nous oeuvrerons à la disparition des frontières, et renversant la logique capitaliste qui oblige à produire quels qu'en soient les conséquences diverses, le socialisme est le seul modèle vraiment écologique.

Le socialisme est possible : la société capitaliste n'a pas toujours existé et comme elle nous mène droit dans le mur (chômage, exploitations, crises, guerres impérialistes...), il est urgent de retrousser les manches pour le détruire.

- IL FAUT UNE DIRECTION, IL FAUT UN PARTI

Le syndicat ne peut pas remplacer le rôle d'une organisation politique comme un parti. En effet, le syndicalisme est nécessairement plus large. Le syndicat, est un outil absolument nécessaire au prolétariat car il est l'outil de base dans sa résistance au capitalisme. Il permet d'organiser le plus grand nombre de travailleurs de façon interprofessionnelle, transcendant les clivages politiques, dans un front de classe large. Le syndicat c'est l'organisation de classe de base du prolétariat. Le rôle du syndicat est de défendre les travailleurs, de casser l'isolement, la faiblesse du travailleur seul face au pouvoir du capital, de les organiser, d'en faire une force collective, solidaire, et de les mener à l'offensive pour leurs intérêts.

Mais très rapidement, il apparaît dans cette optique une opposition avec le capitalisme. Alors, le syndicat, et particulièrement les dirigeants, peuvent choisir de mener ou de ne pas mener ces tâches, de capituler devant la bourgeoisie, voire d'en servir les intérêts.

Le syndicalisme est politique. La façon dont il est mené, les idées qu'il défend traduisent une certaine direction politique. Soit celle-ci est juste, prolétarienne et va alors dans les intérêts révolutionnaires du prolétariat, soit cette direction, telle qu'elle est à l'heure actuelle, est mauvaise, et ne sert pas les intérêts du prolétariat, au contraire. Ce qui donne au syndicat sa force et son intérêt à long terme c'est sa direction politique.

La question est donc bien de redonner une direction politique au syndicalisme.

Le syndicalisme ne règle pas la question, fondamentale, du renversement du capitalisme. Les différents acquis sociaux ne font pas voler en éclats les contradictions du capitalisme. Quand des ouvriers agissent, ils sont confrontés aux limites du syndicalisme, aux limites de l'action collective dans le cadre du capitalisme. Lutter contre les licenciements, les délocalisations, pour les salaires, les conditions de travail, implique des questions : tout conflit économique butte sur la limite de la concurrence, de la propriété privée des moyens de production.

Seule une organisation communiste peut, devant chaque problème, montrer de façon concrète que le capitalisme ne peut régler le problème dans l'intérêt des ouvriers. Seule une organisation communiste peut poser théoriquement et pratiquement la question du pouvoir.

Mais cela ne se fait ni en claquant des doigts, ni par des décrets autoritaristes. Dans et hors des syndicats, le rôle des communistes est de montrer, dans la pratique, en quoi il est important de s'organiser pour ses intérêts de classe, de montrer les dangers du réformisme et de la collaboration de classe, de pousser à la vision nécessaire des limites de la lutte économique et de l'intérêt de l'organisation politique.

Sortir de l'économisme, donner une cohérence aux collectifs de lutte de classe, faire du syndicalisme un outil inséré dans une stratégie révolutionnaire, regagner la conscience de classe et l'indépendance politique du prolétariat, voilà qui est impossible sans qu'il n'existe en France un Parti servant l'intérêt du prolétariat, c'est-à-dire un parti communiste marxiste-léniniste.

La tâche principale des communistes est bien à l'heure actuelle de construire un tel parti.

Avec un parti marxiste-léniniste, agissant avec le plus grand nombre de travailleurs, sa théorie et sa pratique servant de ciment à l'unité des luttes, de ciment à la transformation des résistances défensives en luttes offensives contre le capitalisme, le prolétariat disposera d'une force de frappe plus puissante et la victoire contre le capitalisme sera de nouveau à l'ordre du jour.

* il nous faut noter que ce refus du caractère politique du syndicalisme est à géométrie variable. Si Thibaut a rechigné à intervenir dans la question politique de la constitution européenne, il a, avec l'organisation qu'il dirige, bien appelé à voter Chirac au deuxième tour de la présidentielle en 2002.

¹ Mourad Rabhi, secrétaire confédéral de la CGT, le 25 juillet 2009, dans Le Parisien
Voici les deux dernières questions de son interview. Elles traduisent bien la peur des directions syndicales :

« De telles actions vont-elles se multiplier ? »

Il n'y aura pas une grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres. Mais si l'on n'apporte pas des réponses efficaces sur l'emploi et comprises par la base, les conflits risquent de se radicaliser ici et là. Il ne peut y avoir deux poids deux mesures, des milliards pour les banques et les entreprises et quelques millions d'euros pour les salariés victimes de la crise.

Les syndicats risquent-ils d'être débordés ?

Pour l'instant, il n'y a eu aucun dérapage grave. Les situations sont malgré tout maîtrisées par les représentants des salariés. Dans un conflit dur, tout responsable syndical qui a la tête sur les épaules craint d'être à tout moment débordé, surtout lorsque l'on se trouve dans une situation de pourrissement. Oui, certains délégués ont peur. D'autant que certains activistes, notamment d'extrême gauche, n'hésitent pas à venir pour tenter d'instrumentaliser les gens. »

² La charte d'Amiens a été adoptée par la CGT lors du Congrès d'Amiens en 1906.

Elle consacre la séparation du politique et du syndical en rejetant l'action des militants politiques hors du syndicat : « le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

Elle prétend aussi que le syndicat est l'organe principal de transformation social, par la grève générale : « il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale »

Les marxistes se sont opposés à ce texte qui correspondait à un compromis entre les réformistes dont la peur de voir le syndicalisme servir une perspective révolutionnaire s'accommodait du refus des anarcho-syndicalistes de voir plus loin que le syndicalisme et la grève générale.